

ministre suppléant (de Grande-Bretagne) et William Temple, à la dignité d'archevêque de Canterbury.

Mais il faut trouver la véritable substance de ces observations quand il dit plus loin, que "la bureaucratie est à craindre". Voici un extrait de ses paroles:

M. Diefenbaker a dit qu'après la guerre un régime bureaucratique serait à redouter.

"Le parti libéral, dit-il, favorise aujourd'hui la réaction, tandis que la C.C.F. favorise l'étatisation complète, qui détruirait toute entreprise privée. Le parti conservateur doit relever ce défi qui lui est lancé et montrer à la population que notre régime économique doit favoriser l'entreprise privée, tout en l'assujettissant à un contrôle rigoureux..."

Le titre de l'article était le suivant: "On conseille aux Tories de devenir modernes."

M. MacINNIS: Comment y parviendraient-ils?

M. GILLIS: C'était en 1942. Ils se sont modernisés jusqu'à un certain point. Le mot "progressiste" est une expression moderne qu'ils ont puisé dans cet article.

Mme STRUM: Vingt ans trop tard.

M. GILLIS: En écoutant l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) ou celui de Vancouver-Est (M. MacInnis), ou les autres membres du même groupe, on a l'impression qu'ils cherchent à propager leur propre doctrine, celle du socialisme. Mais le conseil précité ne vient pas d'un socialiste et devrait être pris au sérieux.

M. LOW: Vous voulez parler de propagation.

M. GILLIS: Bien sûr. C'est la seule façon de créer. Qu'on me permette de lire une autre brève déclaration d'un particulier qui n'est pas socialiste. Un soir, j'ai entendu mon honorable ami d'Eglinton (M. Fleming) citer une encyclique. Je n'aime pas mêler la religion aux discussions de ce genre, car la religion est une question de rapports entre Dieu et l'individu. Je dirai cependant qu'après avoir prêché le christianisme pendant dix-neuf siècles, il est à peu près temps que nous le pratiquions. La situation qui règne dans l'univers depuis au moins 50 ans démontre que nous n'avons pas mis nos enseignements en pratique. Je citerai les paroles de Mgr J. A. Ryan, des Conférences nationales catholiques de bien-être. Voici ce qu'il disait, non pas hier, mais en 1943. Je conseille à l'honorable député de Rosedale (M. Jackman) d'écouter attentivement:

A moins que les classes moyennes,—c'est-à-dire les cultivateurs prospères, les membres des professions libérales, les petits hommes d'affaires, les titulaires de postes de commande des grandes sociétés commerciales et, en vérité, la

majorité des gens de bureau,—ne cessent de puiser leurs opinions dans la presse quotidienne et s'efforcent de développer leur sens économique de façon positive, il se peut qu'elles aient assez de poids aux bureaux de scrutin pour placer à la tête du mouvement de restauration économique d'après-guerre les tenants de la libre entreprise. Que Dieu nous garde d'une telle calamité.

Ces paroles ne sont pas celles d'un socialiste mais d'un homme positif qui a profité des leçons des deux derniers conflits armés.

Bien que nous sachions quelle est l'attitude des conservateurs en matière de régies et d'économie dirigée, nous avons des doutes sur celle du Gouvernement, étant donné que, depuis la fin des hostilités, il ne s'est pas fait faute de prôner les régies, en même temps qu'il rappelait ses efforts en vue de prévenir les abus, et ainsi de suite. Je crois que la plupart des gens qui font de telles déclarations sont sincères au moment où ils les formulent. Toutefois, nous avons observé les événements. Le coût de la vie monte. Aucun programme de travaux publics n'a été inauguré. On a mis au rancart presque tous les biens de guerre produits par la population durant le conflit, sans les affecter à des fins productives. Le nombre de chômeurs commence à s'accroître. Nous entendons des plaintes de la part des cultivateurs, des ouvriers industriels et des gens qui occupent des emplois de commis; ces derniers ont peut-être été pressurés plus que les cultivateurs ou les ouvriers au point de vue des impôts, puisqu'ils forment une classe intermédiaire, ne touchent qu'un salaire fixe et se sont fait exploiter de diverses façons. Une telle situation ne saurait subsister beaucoup plus longtemps sans que survienne une crise. Je dois dire en toute sincérité que, en 1939, Hitler nous a probablement évité une révolution sur notre continent. Les gens sérieux qui songent à la situation qui existait dans tout le Canada et aux Etats-Unis en 1938 et en 1939, reconnaîtront que, si un tel état de choses avait persisté six mois de plus, de graves désordres auraient éclaté au Canada. Nous ne voulons pas qu'une pareille situation se produise de nouveau.

Nous n'avons qu'un moyen d'éviter un tel état de choses. Il nous faut ou bien faire la guerre ou bien créer des emplois. Les citoyens de notre pays ne réclament rien d'excessif. Ils veulent des emplois et des logements. Ils sont tout disposés à travailler et à produire. Ils ne demandent pas d'aumône; ils veulent mener l'existence convenable à laquelle ils ont droit, et que nous leur avons promise pendant la guerre. Pour ma part, je rougis quand je songe aux conditions qui existent dans la région où j'habite. Pareil état de choses ne